

I. — LOIS ET ORDONNANCES.

Présidence de la République :

ACTES REGLEMENTAIRES :

LOI n° 70.339 du 31 décembre 1970 portant loi de finances pour l'année financière 1971.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE

VOIES ET MOYENS

ARTICLE PREMIER. — Le budget de l'année financière 1971 sera exécuté conformément aux dispositions de la présente loi de finances et aux lois de finances antérieures en tout ce qui n'aura pas été modifié ou abrogé.

ART. 2. — Les impôts, taxes, contributions, redevances, produits et revenus publics, centimes additionnels continueront d'être perçus ou ristournés pour l'année 1971 au profit du budget de l'Etat, des budgets des établissements publics et des collectivités publiques, conformément aux textes en vigueur.

ART. 3. — L'article 60 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts est complété comme suit :

Après le paragraphe 7, ajouter les deux paragraphes 8 et 9 suivants :

- « 8. Montant des indemnités et allocations forfaitaires.
- » 9. Remboursement de frais professionnels payés à leur personnel. »

ART. 4. — A. Le chapitre I du titre II de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant Code général des Impôts est modifié comme suit :

Chapitre I. — Minimum fiscal (nouvel intitulé)

B. Les dispositions de l'article 127 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Art. 127. — Le minimum fiscal est un impôt personnel dû par tout habitant de l'un ou l'autre sexe relevant de l'une des catégories suivantes :

Première catégorie

— Bénéficiaires de traitements publics et privés, d'indemnités et émoluments, salaires, revenus, pensions et rentes viagères dont le montant ramené au mois est supérieur à 80 000 francs.

— Patentés des première et deuxième classe du tableau A.

— Patentés du tableau B, acquittant les droits supérieurs à ceux de la 3^e classe du tableau A.

— Propriétaires d'immeubles dont le revenu net et annuel est supérieur à 600 000 francs.

Deuxième catégorie

— Bénéficiaires de traitements publics et privés, d'indemnités et émoluments, salaires, revenus, pensions et rentes

viagères dont le montant ramené au mois est compris entre 50 000 francs et 80 000 francs.

— Transporteurs.

— Patentés des 4^e et 3^e classe du tableau A.

— Patentés du tableau B acquittant des droits supérieurs à ceux de la 5^e classe du tableau A et inférieurs à ceux de la 2^e classe du tableau A.

— Propriétaires d'immeubles dont le revenu net et annuel est compris entre 240 000 francs et 600 000 francs.

Troisième catégorie

— Bénéficiaires des traitements publics et privés, d'indemnités et émoluments, salaires, revenus, pensions et rentes viagères dont le montant ramené au mois est compris entre 30 000 francs et 50 000 francs.

— Patentés des 5^e et 6^e classe du tableau A.

Quatrième catégorie

— Bénéficiaires de traitements publics et privés, d'indemnités et émoluments, salaires, revenus, pensions et rentes viagères dont le montant ramené au mois est compris entre 20 000 francs et 30 000 francs.

Pour la détermination de la catégorie imposable, le montant des traitements, indemnités, salaires, revenus, pensions et rentes viagères à prendre en compte est celui retenu pour l'assiette de l'impôt sur les traitements et salaires.

C. — Dans les articles 128 et 129, la dénomination « contribution nationale » est remplacée par celle de « minimum fiscal ».

D. — Les dispositions de l'article 130 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Art. 130. — Le taux du minimum fiscal est fixé comme suit :

— Première catégorie	5.000 F
— Deuxième catégorie	4.000 F
— Troisième catégorie	2.000 F
— Quatrième catégorie	600 F

ART. 5. — Le chapitre III du titre II de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant Code général des Impôts est modifié comme suit :

— Les dispositions de l'article 141 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Art. 141. — La contribution foncière des propriétés bâties est réglée en raison de la valeur locative de ces propriétés au 1^{er} janvier de l'année d'imposition sous déduction de 30 %, en considération du déperissement et des frais d'entretien et de réparation.

La valeur locative des sols, des bâtiments de toute nature et des terrains formant une dépendance indispensable et immédiate des constructions entre le cas échéant dans l'estimation du revenu servant de base à la contribution foncière des propriétés bâties afférentes à ces constructions.

ART. 6. — Le chapitre V du titre II de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant Code général des Impôts est modifié comme suit :

A. — Annexe 1.

Tableau B (première partie). Professions imposées d'après le nombre d'ouvriers et d'employés.

La liste des professions énumérées au tableau B (1^{re} partie) est complétée comme suit :

Alinéa 2. — Au lieu de « Banques », lire « Banques, Compagnies d'assurances et entreprises d'assurances contre les risques divers, entreprises d'assurances à forme mutuelle.

B. — Annexe 1.

Tableau B (3^e partie). Professions imposées d'après le montant des importations et exportations.

Le dernier alinéa de la troisième partie du Tableau B est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Nul n'est réputé importateur ou exportateur si le montant du chiffre global des importations et exportations n'atteint pas 10 millions de francs. »

ART. 7. — L'article 181 du titre II de la loi 70.019 du 16 janvier 1970 portant Code général des Impôts est modifié comme suit :

A. — L'alinéa I de l'article 181 est modifié comme suit :

Nouvelle rédaction

Les marchands forains, les tabliers, les pacotilleurs, les entrepreneurs de location de voitures automobiles, les entrepreneurs maîtres et patrons d'embarcations et pirogues, pour le transport des marchandises sur fleuves et rivières, les transporteurs, les patentés des quatre dernières classes du tableau A et tous les patentés n'exerçant pas à demeure sont tenus de payer les droits dont ils sont redevables, immédiatement lors du recensement annuel.

B. — L'alinéa 2 du même article est ainsi modifié :

Nouvelle rédaction

— Si le paiement n'est pas effectué dans les conditions qui précèdent, le montant des droits de patente est majoré de 10 %, lorsque le contribuable s'acquitte de sa patente sans attendre l'émission d'un rôle le concernant et de 20 % lorsque, ne s'étant pas acquitté par anticipation, il est imposé par voie de rôle normal.

ART. 8. — Au chapitre VIII intitulé « Taxe d'apprentissage » du titre II de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant Code général des Impôts, les dispositions de l'article 220 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Art. 220. — Pour le calcul de la taxe, toute facturation du montant global des appointements imposables inférieure à 1 000 francs est négligée.

Le taux de la taxe est fixé à 0,60 %.

ART. 9. — Les dispositions du chapitre V du titre I de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant Code général des Impôts sont modifiées comme suit :

Dans les articles 85, 91, 92 et 93 : au lieu de : « ...Bureau d'enregistrement de Nouakchott... », lire : « ...Trésorier général de la R.I.M.... ».

Le reste sans changement.

ART. 10. — L'article 503 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 est complété comme suit :

« Les contributions dues au titre des impôts et taxes autres que ceux visés au livre premier, première partie, titre premier de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant Code général des Impôts, pourront être portées à la connaissance des redevables par voie d'affichage à la diligence des chefs de circonscription administrative.

» Toute personne physique ou morale redevable des impôts visés au livre premier, première partie, titre premier de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 qui, à la date du 1^{er} juillet, n'aura pas reçu l'avertissement le concernant, est tenue de s'en informer auprès du percepteur de la circonscription administrative dont elle relève. »

ART. 11. — Les dispositions de l'article 508 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant Code général des Impôts sont modifiées comme suit :

Dans l'alinéa premier, au lieu de « ...sont exigibles en totalité dans les trois mois... », lire « ...sont exigibles en totalité dans les deux mois... ».

Le reste sans changement.

ART. 12. — Les dispositions de l'article 200 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant Code général des Impôts sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Art. 200. — Le tarif de la taxe est fixé comme il suit :

a) *Véhicules de tourisme :*

— Vélomoteurs et scooters	1 000 F
— Motocyclettes	2 000 »
— Véhicules ayant une puissance fiscale inférieure ou égale à 4 CV	6 000 »
— Véhicules ayant une puissance fiscale de 4 à 7 CV	8 000 »
— Véhicules ayant une puissance fiscale de 8 à 11 CV	10 000 »
— Véhicules ayant une puissance fiscale de 12 à 16 CV	16 000 »
— Véhicules ayant une puissance fiscale de 17 à 20 CV	20 000 »
— Véhicules ayant une puissance fiscale de plus de 20 CV	25 000 »

b) *Véhicules utilitaires et transports en commun :*

— Véhicules ayant une puissance fiscale inférieure à 4 CV	6 000 F
— Véhicules ayant une puissance fiscale de 4 à 7 CV	8 000 »
— Véhicules ayant une puissance fiscale de 8 à 11 CV	10 000 »
— Véhicules ayant une puissance fiscale de 12 à 16 CV	12 000 »
— Véhicules ayant une puissance fiscale de 17 à 20 CV	16 000 »
— Véhicules ayant une puissance fiscale de plus de 20 CV	20 000 »

Un abattement de 25 % du tarif ci-dessus est accordé aux véhicules de plus de 5 ans d'âge.

ART. 13. — La loi de finances n° 68.221 du 10 juillet 1968 est modifiée comme suit :

A. — Dans l'article cinq, le membre de phrase ci-après est abrogé : « ...ainsi qu'à la constitution d'un fonds de péréquation des frais de transport ».

Le reste sans changement.

B. — Le paragraphe D de l'article six est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes : « ...le produit de la taxe d'usage du bac de Rosso ».

C. — Les paragraphes B et C de l'article sept sont abrogés.

D. — L'article 7 est complété comme suit :
Alinéa b, ajouter : « Frais de fonctionnement et de réparations des bacs secondaires et du bac de Rosso ».

DEUXIEME PARTIE

LES RESSOURCES ET LES CHARGES

ART. 14. — Les ressources sont évaluées à la somme de NEUF MILLIARDS QUATRE CENT TRENTE NEUF MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE FRANCS, soit :

Recettes du Budget de fonctionnement .	8.555.000.000 F
Recettes du Budget d'équipement	884.155.000 F

et sont réparties en chapitres et articles conformément au tableau publié en annexe.

ART. 15. — Le montant des crédits ouverts au budget de l'Etat pour l'année financière 1971 est arrêté à la somme de : NEUF MILLIARDS QUATRE CENT TRENTE NEUF MILLIONS CENT CINQUANTE CINQ MILLE FRANCS, soit :

Budget de fonctionnement	8.555.000.000 F
Budget d'équipement	884.155.000 F

Ces crédits sont affectés conformément au tableau de répartition par chapitres et articles publiés en annexe.

TROISIEME PARTIE

COMPTES ET FONDS SPECIAUX

ART. 16. — Conformément au développement figurant à l'annexe jointe à la présente loi, les ressources affectées aux comptes d'affectation spéciale pour l'année financière 1971 sont évaluées à DEUX MILLIARDS SEPT CENT VINGT SEPT MILLIONS DE FRANCS.

Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale pendant l'année financière 1971 sont fixés à DEUX MILLIARDS DEUX CENT VINGT SEPT MILLIONS DE FRANCS.

ART. 17. — Conformément au développement indiqué à l'annexe jointe à la présente loi, le montant des découverts autorisés pendant l'année financière 1971 pour les comptes de commerce est fixé à CENT SOIXANTE SEIZE MILLIONS NEUF CENT MILLE FRANCS.

ART. 18. — Conformément au développement figurant à l'annexe jointe à la présente loi, le montant des découverts autorisés pour 1971 pour les comptes d'opérations monétaires est fixé à HUIT MILLIONS DE FRANCS.

ART. 19. — Conformément au développement figurant à l'annexe jointe à la présente loi le découvert autorisé pour les comptes d'avance pour l'année 1971 est fixé à DEUX CENT CINQUANTE MILLIONS DE FRANCS.

ART. 20. — Le découvert autorisé pour les comptes de prêts pendant l'année 1971 est fixé à VINGT MILLIONS DE FRANCS.

ART. 21. — Les ressources affectées aux comptes de garanties et avals pour l'année financière 1971 sont fixées à CENT SOIXANTE DIX MILLIONS DE FRANCS.

Les plafonds de crédits applicables aux comptes de garanties et avals sont fixés à CENT SOIXANTE DIX MILLIONS DE FRANCS.

ART. 22. — Compte tenu des dispositions des articles 16 à 21 ci-dessus l'excédent net des charges des comptes spé-

ciaux du Trésor est fixé à QUARANTE CINQ MILLIONS CENT MILLE FRANCS.

Cet excédent sera couvert par les ressources de trésorerie.

QUATRIEME PARTIE

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 23. — Le ministre des Finances est autorisé, pour la couverture des besoins temporaires de trésorerie, à recourir, au cours de l'année 1971, à des avances de la B.C.E.A.O. dans les conditions fixées par l'article 15 des statuts de cet organisme.

ART. 24. — Le Gouvernement est autorisé à accorder l'aval de l'Etat aux emprunts contractés auprès de la C.C.C.E. :

a) Par la S.E.M., pour une somme de 123 millions de francs C.F.A., en vue de la construction de logements à loyer modéré;

b) Par Maurelec, en substitution de la Safelec, pour une somme résiduelle de 52 millions de francs C.F.A.

ART. 25. — Le Gouvernement est autorisé à accorder l'aval de l'Etat aux emprunts à contracter pendant l'année 1971 par la Banque mauritanienne de développement auprès d'organismes et d'Etats étrangers dans la limite de TROIS CENT MILLIONS DE FRANCS C.F.A.

ART. 26. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 31 décembre 1970.

MOKTAR OULD DADDAH.

ANNEXE A LA LOI DES FINANCES POUR L'ANNEE 1971

Comptes spéciaux du Trésor

Nomenclature	Recettes	Dépenses	Découverts autorisés
I. — COMPTES D'AFFECTION SPECIALE			
Caisse des retraites	700.000.000	200.000.000	
Compte de liquidation des communes	10.000.000	10.000.000	
Fonds d'interventions conjoncturelles	900.000.000	900.000.000	
Investissements fonciers	60.000.000	60.000.000	
Fonds routier	300.000.000	300.000.000	
Opérations de préfinancement	500.000.000	500.000.000	
Contribution des régions aux frais d'assistance médicale	15.000.000	15.000.000	
Investissements sur subvention de la République Française	—	—	
Fonds de solidarité des régions	60.000.000	60.000.000	
Investissements sur prêts de la C.C.C.E.	100.000.000	100.000.000	
Investissements sur fonds de concours MIFERMA	2.000.000	2.000.000	
Investissements sur prêts du F.A.C.	—	—	
Investissements sur prêts de la R.F.A.	—	—	
Investissements sur subventions du F.A.C.	—	—	

Nomenclature	Recettes	Dépenses	Découverts autorisés
Comptes de liquidation de l'O.N.T.P.	10.000.000	10.000.000	
Achat de produits biologiques	60.000.000	60.000.000	
Comptes d'équipement pour l'étude, le contrôle et la réalisation des travaux effectués par le Ministère de l'Equipement	10.000.000	10.000.000	
	<u>2.727.000.000</u>	<u>2.227.000.000</u>	
II. — COMPTES DE COMMERCE			
Mil d'importation	5.000.000	113.000.000	108.000.000
Salines de N'Térert	5.000.000	5.000.000	—
Approvisionnement des magasins	—	25.100.000	25.100.000
Liquidation gérance HUET	10.000.000	48.800.000	38.800.000
Promotion de l'artisanat ..	5.000.000	10.000.000	5.000.000
	<u>25.000.000</u>	<u>201.900.000</u>	<u>176.900.000</u>
III. — COMPTES DE REGLEMENTS AVEC LES GOUVERNEMENTS ETRANGERS			
Accords de coopération avec le Trésor français	—	—	—
Accords de coopération avec le Trésor sénégalais	—	—	—
IV. — COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES			
Pertes et bénéfices de change	—	8.000.000	8.000.000
		<u>8.000.000</u>	<u>8.000.000</u>
V. — COMPTES D'AVANCES			
Avances aux établissements publics	—	60.000.000	60.000.000
Avances aux collectivités publiques	—	—	—
Avances aux organismes privés et aux particuliers	5.000.000	195.000.000	190.000.000
	<u>5.000.000</u>	<u>255.000.000</u>	<u>250.000.000</u>
VI. — COMPTES ET PRETS			
Prêts aux établissements publics	—	20.000.000	20.000.000
Prêts aux collectivités publiques	—	—	—
Prêts aux organismes privés et aux particuliers	—	—	—
		<u>20.000.000</u>	<u>20.000.000</u>
VII. — COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS			
Comptes de garanties et d'avals	170.000.000	170.000.000	

RECETTES DU BUDGET D'EQUIPEMENT		
Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
CHAPITRE PREMIER		
<i>Participation du budget de fonctionnement aux dépenses d'équipement et d'investissement</i>		
1. Transfert du budget de fonctionnement	259.155.000	259.155.000
CHAP. 2. — Emprunts et avances ..	—	—
CHAP. 3. — Subventions et fonds de concours	—	—
CHAP. 4. — Produits de biens immobiliers et de valeurs immobilières		
1. Revenus des fonds placés	—	—
2. Revenus B.C.E.A.O.	100.000.000	100.000.000
CHAP. 5. — Prélèvement sur la caisse de réserve	—	—
CHAP. 6. — Versement de fonds des comptes spéciaux		
1. Excédent sur le F.I.C.	210.000.000	210.000.000
2. Excédent sur le compte 11.507 ..	60.000.000	60.000.000
3. Excédent sur le compte amendes et transactions en matière de pêche maritime	140.000.000	140.000.000
	<u>410.000.000</u>	<u>410.000.000</u>
CHAP. 7. — Recettes diverses		
1. Taxe sur le thé	100.000.000	100.000.000
2. Reversement de la Chambre de commerce	15.000.000	15.000.000
	<u>115.000.000</u>	<u>115.000.000</u>
Total	<u>896.155.000</u>	<u>884.155.000</u>

RECETTES BUDGET DE FONCTIONNEMENT		
Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
TITRE I. — RECETTES FISCALES		
SECTION I. — IMPOTS DIRECTS		
CHAP. 1-01. — Impôts forfaitaires sur revenus		
1. Minimum fiscal	20.000.000	20.000.000
2. Recettes des exercices antérieurs ..	10.000.000	10.000.000
Total	<u>30.000.000</u>	<u>30.000.000</u>
CHAP. 1-02. — Impôts proportionnels et progressifs sur le revenu		
1. Bénéfices industriels et commerciaux	302.000.000	302.000.000
2. Impôts sur traitements et salaires ..	900.000.000	900.000.000
3. Impôt sur revenus capitaux mobiliers	33.000.000	33.000.000
4. Impôt général sur le revenu	486.000.000	486.000.000
5. Recettes exercices antérieurs	100.000.000	100.000.000
Total	<u>1.821.000.000</u>	<u>1.821.000.000</u>
CHAP. 1-03. — Contribution mobilière		
1. Contribution mobilière	25.000.000	25.000.000
2. Recettes exercices antérieurs	15.000.000	15.000.000
Total	<u>40.000.000</u>	<u>40.000.000</u>

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés	Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
CHAP. 1-04. — Impôts fonciers			SECTION 3		
1. Contribution sur la propriété bâtie	120.000.000	120.000.000	DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRES		
2. Contribution sur la propriété non bâtie	1.000.000	1.000.000	CHAP. 3-01. — Droit d'enregistrement		
3. Contribution sur la propriété insuf. mise en valeur	—	—	1. Enregistrement	93.900.000	93.900.000
4. Taxe sur les biens de main morte	10.000.000	10.000.000	CHAP. 3-02. — Timbres		
5. Recettes des exercices antérieurs	35.000.000	35.000.000	1. Timbres	75.000.000	75.000.000
Total	166.000.000	166.000.000	Total	168.900.000	168.900.000
CHAP. 1-05. — Patentes et licences			SECTION 4		
1. Patentes	115.000.000	115.000.000	CHAP. 4-01. — Taxes diverses et taxe sur service rendu		
2. Licences	1.500.000	1.500.000	1. Taxe sur les armes à feu	4.500.000	4.500.000
3. Dépenses exercices antérieurs	25.000.000	25.000.000	2. Taxe sur les véhicules	30.000.000	30.000.000
Total	141.500.000	141.500.000	3. Taxe d'apprentissage	25.000.000	25.000.000
CHAP. 1-06. — Produits majorations			4. Taxe pour les services rendus	3.000.000	3.000.000
1. Produits de la majoration 10 %	5.500.000	5.500.000	5. Redevances et pénalités de pêche	—	—
TOTAL SECTION I	2.204.000.000	2.204.000.000	6. Recettes de publicités et annonces radiophoniques	5.000.000	5.000.000
SECTION 2. — IMPÔTS DIRECTS			7. Assurances	4.500.000	4.500.000
CHAP. 2-01. — Droits à l'entrée			8. Exercices antérieurs	10.000.000	10.000.000
1. Droit de douane	140.000.000	140.000.000	Total	82.000.000	82.000.000
2. Droits fiscaux à l'entrée	450.000.000	450.000.000	SECTION 5. — REVENUS DU DOMAINE		
3. Taxes forfaitaires à l'importation	900.000.000	900.000.000	CHAP. 5-01. — Revenus du Domaine immobilier		
4. Taxe sur le chiffre d'affaires	900.000.000	900.000.000	1. Domaine public	20.000.000	20.000.000
5. Centimes additionnels	65.000.000	65.000.000	2. Location immeubles	500.000	500.000
6. Taxe de Statistiques	120.000.000	120.000.000	3. Aliénation et concession immeubles	—	—
7. Produits divers	75.000.000	75.000.000	4. Recettes des exercices antérieurs	—	—
8. Recettes des exercices antérieurs	—	—	Total	20.500.000	20.500.000
Total	2.650.000.000	2.650.000.000	CHAP. 5-02. — Revenus du Domaine forestier		
CHAP. 2-02. — Taxe de consommation			1. Revenus et taxes forestières	3.000.000	3.000.000
1. Taxe sur les projections cinématographiques	7.000.000	7.000.000	2. Contentieux forestier et de chasse	4.000.000	4.000.000
2. Taxe sur les alcools	30.000.000	30.000.000	3. Droit et taxes de chasse	—	—
3. Taxe spéciale sur les tabacs	20.000.000	20.000.000	Total	7.000.000	7.000.000
Total	57.000.000	57.000.000	CHAP. 5-03. Revenus du Domaine minier		
CHAP. 2-03. — Taxe sur les transactions et taxe sur la production			1. Redevances minières extraction	3.600.000	3.600.000
1. Redevances d'exploitation (Miferma)	1.620.000.000	1.620.000.000	2. Recettes des exercices antérieurs	—	—
2. Taxe sur le chiffre d'affaires	520.000.000	520.000.000	CHAP. 5-04. Revenus du Domaine mobilier		
3. Taxe sur les hydrocarbures	300.000.000	300.000.000	1. Aliénation du domaine mobilier	2.000.000	2.000.000
4. Taxe sur le raffinage	180.000.000	180.000.000	2. Location vente véhicules	—	—
5. Taxe de circulation sur les viandes	35.000.000	35.000.000	3. Recettes des exercices antérieurs	—	—
6. Recettes des exercices antérieurs	80.000.000	80.000.000	Total	2.000.000	2.000.000
Total	2.735.000.000	2.735.000.000	CHAP. 5-05. Revenus des valeurs mobilières		
CHAP. 2-04. — Droits à l'exportation Droit fiscal T.F.E. et centimes			1. Revenus des valeurs de la Caisse de réserves et des titres en portefeuille	72.000.000	72.000.000
1. Poissons	90.000.000	90.000.000	TOTAL SECTION 5	72.000.000	72.000.000
2. Gomme	22.000.000	22.000.000	TOTAL DES PRODUITS DU DOMAINE	105.100.000	105.100.000
3. Bétail sur pied	20.000.000	20.000.000	TITRE III.		
4. Somima	260.000.000	260.000.000	SECTION 7		
5. Exercices antérieurs	—	—	RECETTES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES		
Total	392.000.000	392.000.000	CHAP. 7-01. — Recettes des exploitations industrielles		
CHAP. 2-05. — Taxe de recherche et de conditionnement			1. Service des eaux de Rosso	—	—
1. Taxe de recherches et de conditionnement	8.000.000	8.000.000	2. Service du bac de Rosso	—	—
2. Recettes exercices antérieurs	—	—	3. Recettes des exercices antérieurs	—	—
Total des impôts indirects	8.000.000	8.000.000	TOTAL SECTION 7		
TOTAL SECTION II	5.842.000.000	5.842.000.000	—		

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés	Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
SECTION 8. — RECETTES DIVERSES DES SERVICES					
CHAP. 8-01. — Recettes diverses des Services					
1. Hôpital de Nouakchott	50.000.000	50.000.000	11. Etudes et recherches :		
2. Redevances B.C.A.O.	—	—	Rubrique 71.2110 (cartographie aé-		
3. Port de Nouadhibou	30.000.000	30.000.000	rienne)	1.500.000	1.500.000
4. Produits artisanat	—	—	» 71.2111 : Recherche géo-		
5. Redevances radiophoniques	3.000.000	3.000.000	logiques	7.500.000	7.500.000
6. Exercices antérieurs	—	—	Total	9.000.000	9.000.000
Total	83.000.000	83.000.000	TOTAL DU CHAPITRE 2	423.973.000	423.523.000
SECTION 9. — PRODUITS DIVERS ET ACCIDENTELS			CHAP. 3. — Construction d'immeubles		
CHAP. 9-01. — Produits divers et accidentels			1. Immeubles pour services :		
1. Produits divers et accidentels	20.000.000	20.000.000	Rubrique 71.310 : Agrandissement		
2. Recettes des exercices antérieurs ..	10.000.000	10.000.000	Trésorerie générale	2.500.000	2.500.000
Total	30.000.000	30.000.000	2. Immeubles d'habitations	—	—
SECTION 10 à 14			3. Construction capitale :		
CHAP. 10-01.			Rubrique 71.330 : Immeubles SUCIN		
CHAP. 11-01.			97.051.000		
CHAP. 12-01.			97.051.000		
1. Contribution des régions au budget	40.000.000	40.000.000	4. Equipement Akjoujt	—	—
2. Participation des régions aux soins médicaux	—	—	5. Travaux divers :		
Total	40.000.000	40.000.000	Rubrique 71.350 : usine dessalement	23.575.000	23.575.000
CHAP. 13-01.			» 71.351 : chantiers natio-		
CHAP. 14-01.			naux		
CHAP. 15-01.			18.000.000		
CHAP. 16-01.			» 71.352 : équipement Mau-		
CHAP. 17-01.			relec - Nouadhibou		
CHAP. 18-01.			15.000.000		
TOTAL RECETTES BUDGET DE FONCTIONNEMENT			8.555.000.000		
8.555.000.000			8.555.000.000		
DEPENSES DU BUDGET D'EQUIPEMENT			Total		
CHAP. 2. — Travaux d'infrastructure			56.575.000		
1. Urbanisme.			TOTAL CHAPITRE 3		
Rubrique 71.210 :			156.126.000		
Adduction eau Boutilimit			8.000.000		
Rubrique 71.211 : Digue Rosso ..			26.623.000		
26.623.000			26.623.000		
Total			34.623.000		
34.623.000			34.623.000		
2. Equipement touristique			—		
3. Voies de communications :			—		
Rubrique 71.230 : avenue de la Dune			52.700.000		
» 71.231 : route d'Akjoujt ..			300.000.000		
300.000.000			300.000.000		
Total			352.700.000		
352.700.000			352.700.000		
4. Equipement portuaire			—		
5. Hydraulique pastrale			—		
6. Terrain d'aviation			—		
7. Electrification			—		
8. Aménagement régional Nord			—		
9. Aménagement rural :			—		
Rubrique 71.290 : Brigade des puits			12.000.000		
» 71.291 : Projet PNUD-MAU			7.000.000		
contre partie en travaux			7.000.000		
» 71.292 : Hydraulique agri-			8.650.000		
cole (génie rural)			8.200.000		
8.650.000			8.200.000		
Total			27.650.000		
27.650.000			27.200.000		
10. Equipement O.P.T.			—		
—			—		
			CHAP. 4. — Acquisition d'immeubles		
			1. Immeubles pour services :		
			Rubrique 71.410 : immeubles ONTP		
			3.365.000		
			3.365.000		
			2. Immeubles d'habitation :		
			Rubrique 71.420 : logements C.N.S.S.		
			1 ^{re} tranche		
			18.600.000		
			18.600.000		
			» 71.421 : logements C.N.S.S.		
			2 ^e tranche		
			16.700.000		
			16.700.000		
			» 71.422 : Ambassade Dakar		
			12.615.000		
			12.615.000		
			Total		
			47.915.000		
			47.915.000		
			TOTAL CHAPITRE 4		
			51.280.000		
			51.280.000		
			CHAP. 5. — Acquisition de gros matériel		
			1. Engins terrestres		
			—		
			2. Matériel naval :		
			Rubrique 71.250 : vedette garde-		
			côtes		
			61.712.000		
			61.712.000		
			» 71.521 : garenage vedettes		
			cote		
			20.000.000		
			20.000.000		
			Total		
			81.712.000		
			81.712.000		
			3. Navigation aérienne		
			—		
			4. Divers :		
			Rubrique 71.540 : réseau BLU gen-		
			darmerie		
			1.444.000		
			1.444.000		
			» 71.541 : groupe électrogè-		
			ne radio		
			7.000.000		
			7.000.000		
			Total		
			8.444.000		
			8.444.000		
			TOTAL CHAPITRE 5		
			90.156.000		
			90.156.000		
			CHAP. 6. — Participation à la constitution des sociétés		
			1. Société d'Etat		
			—		
			2. Société d'Economie mixte et privé:		
			Rubrique : 71.620 : Miferma		
			61.060.000		
			61.060.000		
			» 71.621 : Saline N'Terert ..		
			1.500.000		
			1.500.000		
			» 71.622 : Syndicat Tajalt		
			oum Kadiar		
			24.000.000		
			24.000.000		
			» 71.623 : Syndicat des phos-		
			phates		
			4.000.000		
			4.000.000		
			» 71.624 : Sofrima		
			5.550.000		
			5.550.000		
			» 71.625 : S.M.B.		
			5.000.000		
			5.000.000		
			TOTAL CHAPITRE 6		
			101.110.000		
			101.110.000		
			CHAP. 7. — Contributions - Subventions		
			1. Collectivités publiques		
			—		
			2. Etablissements et organismes pu-		
			blics :		
			—		

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés	Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
Rubrique 71.420 : Office de tapis	4.000.000	4.000.000			
» 71.421 : Chambre de commerce (construction entrepôt frigorifique)	15.000.000	15.000.000			
TOTAL ARTICLE 2	19.000.000	19.000.000			
3. Organisation internationale et Etats étrangers :					
Rubrique 71.730 : Participation aux investissements sur prêt chinois	20.000.000	20.000.000			
Rubrique 71.732 : Projet PNUD-MAUR/3, mise en valeur bassin Gorgol	16.600.000	16.600.000			
Rubrique 71.731 : Projet ONU-MAUR/2, eaux souterraines	560.000	560.000			
Rubrique 71.733 : Etudes barrages Tagant (Projet-castor)	5.800.000	5.800.000			
Total	42.960.000	42.960.000			
TOTAL DU CHAPITRE 7	61.960.000	61.960.000			
TOTAL DES DÉPENSES DU BUDGET D'ÉQUIPEMENT	884.155.000	884.155.000			
DEPENSES DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT					
SECTION 1. — DETTES PUBLIQUES					
CHAP. 1-1. — Emprunt et autres dettes contractuelles					
1. Emprunts ex-A.O.F.	1.900.000	1.900.000			
2. Prêts et avances de la C.E.E	130.000.000	130.000.000			
3. Prêts du F.A.C.	28.900.000	28.900.000			
4. Autres dettes contractuelles	55.000.000	55.000.000			
5. Dépenses exercices antérieurs	2.500.000	2.500.000			
Total	218.300.000	218.300.000			
CHAP. 1-2. — Pensions et rentes					
1. Pension des gardes	—	—			
2. Rachat des rentes et pensions militaires	21.200.000	21.200.000			
3. Dépenses exercices antérieurs	1.200.000	1.200.000			
Total	22.400.000	22.400.000			
CHAP. 1-3. — Fonds de garanties et avals					
1. Dotation au Fonds de garantie	29.000.000	29.000.000			
2. Autres dotations	—	—			
Total	29.000.000	29.000.000			
CHAP. 2-1. Assemblée Nationale (Personnel)					
1. Personnel des hôtels et logements	—	7.492.000			
2. Personnel des secrétariats et services	—	19.329.000			
3. Assemblée Nationale	—	41.474.000			
4. Indemnités pour frais de mission	74.145.000	4.000.000			
5. Frais d'hospitalisation	—	800.000			
Total	74.145.000	73.095.000			
CHAP. 2-2. Assemblée Nationale (Matériel)					
1. Hôtel président et réception	—	3.000.000			
2. Secrétariat et services	—	6.950.000			
3. Frais de transports routiers	—	6.000.000			
4. Frais de transports aériens	—	6.000.000			
6. Entretien des immeubles	37.655.000	8.200.000			
7. Ameublement	—	2.500.000			
8. Conférences interparlementaire, réceptions, missions étrangères	—	3.175.000			
9. Assurance députés	—	830.000			
10. Dépenses d'exercice clos	—	2.050.000			
Total	37.655.000	38.705.000			
			CHAP. 2-3. Présidence de la République		
			1. Hôtel	4.445.000	4.445.000
			2. Cabinet	15.095.000	15.095.000
			3. Frais de déplacement et travaux spéciaux	850.000	850.000
			Total	20.390.000	20.390.000
			CHAP. 2-4. Présidence de la République (Matériel)		
			1. Hôtel	5.500.000	5.500.000
			2. Cabinet	5.500.000	5.500.000
			3. Bureaux d'études et de documentation	24.600.000	24.600.000
			4. Frais de transports divers	4.000.000	4.000.000
			5. Frais de transports aériens	4.600.000	4.600.000
			Total	44.200.000	44.200.000
			SECTION 3. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE		
			CHAP. 3-1. — Services rattachés à la Présidence de la République (Personnel)		
			1. Secrétariats généraux	7.385.000	7.385.000
			2. Service de la législation et du J.O.	935.000	935.000
			3. Service du R.A.C.	1.285.000	1.285.000
			4. Hôtel d'hôtes	525.000	525.000
			5. Service des archives	6.270.000	6.270.000
			6. Service de traduction	8.280.000	8.280.000
			7. Frais de déplacement	100.000	100.000
			Total	24.780.000	24.780.000
			CHAP. 3-2. — Services rattachés à la Présidence de la République (Matériel)		
			1. Hôtels	1.280.000	1.280.000
			2. Secrétariats généraux	1.070.000	1.070.000
			3. Service du R.A.C.	450.000	450.000
			4. Service de la législation et du J.O.	5.350.000	5.350.000
			5. Service de traduction	2.500.000	2.500.000
			6. Bureau de presse	1.350.000	1.350.000
			7. Service des archives	1.010.000	1.010.000
			8. Entretien des immeubles	2.350.000	3.350.000
			Total	15.360.000	15.360.000
			CHAP. 3-3. — Haut-Commissariat aux Affaires religieuses		
			1. Hôtel	520.000	520.000
			2. Secrétariat général	4.855.000	4.855.000
			3. Indemnités aux Imans	5.925.000	5.925.000
			4. Conseil National des Affaires religieuses	1.250.000	1.250.000
			5. Frais de déplacement	130.000	130.000
			Total	12.680.000	12.680.000
			CHAP. 3-4. — Haut-Commissariat aux Affaires Religieuses (Matériel)		
			1. Hôtel	550.000	550.000
			2. Cabinet	1.500.000	1.500.000
			3. Frais de transports divers	500.000	500.000
			4. Frais de transports aériens	1.400.000	1.400.000
			Total	3.950.000	3.950.000
			CHAP. 3-5. Administration des régions (personnel)		
			1. Service central	4.080.000	4.080.000
			2. Administration régionale	39.885.000	39.885.000
			3. Frais de déplacement	100.000	100.000
			Total	44.065.000	44.065.000

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés	Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
CHAP. 3-6.			CHAP. 3-12. — Direction de la Fonction Publique (Matériel)		
<i>Administration des régions (Matériel)</i>			<i>de la Fonction Publique (Matériel)</i>		
1. Service central des Régions	180.000	180.000	1. Direction de la Fonction Publique	2.500.000	2.500.000
2. Administration des régions	4.700.000	4.700.000	2. Abonnements	250.000	250.000
3. Frais de transports divers	3.200.000	3.200.000	3. Frais de transports divers	500.000	500.000
4. Frais de transports aériens	800.000	800.000	4. Frais de transports aériens	400.000	400.000
5. Frais de réception	4.000.000	4.000.000	5. Equipement	1.000.000	1.000.000
6. Equipement de service de tutelle ..	500.000	500.000			
Total	13.380.000	13.380.000	Total	4.650.000	4.650.000
CHAP. 3-7.			CHAP. 3-15. — Ministères des Affaires Etrangères (Personnel)		
<i>Corps de contrôle (Personnel)</i>			<i>des Affaires Etrangères (Personnel)</i>		
1. Contrôle d'Etat	5.000.000	5.000.000	1. Hôtel	780.000	780.000
2. Contrôle financier	4.550.000	4.550.000	2. Secrétariat	6.295.000	6.295.000
3. Frais de déplacement	300.000	300.000	3. Affaires politiques	7.625.000	7.625.000
Total	9.850.000	9.850.000	4. Coopération internationale	3.490.000	3.490.000
CHAP. 3-8.			CHAP. 3-16. — Ministère des Affaires étrangères (Matériel)		
<i>Corps de contrôle (Matériel)</i>			<i>des Affaires étrangères (Matériel)</i>		
1. Contrôle d'Etat	1.740.000	1.740.000	1. Hôtels	690.000	690.000
2. Contrôle financier	1.160.000	1.160.000	2. Secrétariats	720.000	720.000
3. Frais de transports divers	600.000	600.000	3. Administration centrale	4.950.000	4.950.000
4. Frais de transports aériens	500.000	500.000	4. Frais de réception	900.000	900.000
Total	4.000.000	4.000.000	5. Frais de transports divers	900.000	900.000
Ministère de l'Intérieur (Personnel)			CHAP. 4-1, Ministère de la Justice (Personnel)		
1. Hôtel	775.000	775.000	<i>Ministère de la Justice (Personnel)</i>		
2. Secrétariats	8.320.000	8.320.000	1. Hôtel	725.000	725.000
3. Protection civile	2.110.000	2.110.000	2. Secrétariat	7.410.000	7.410.000
4. Frais de déplacement	100.000	100.000	3. Frais de déplacement	75.000	75.000
Total	11.305.000	11.305.000	Total	8.210.000	8.210.000
CHAP. 3-10.			CHAP. 4-2, Ministère de la Justice (Matériel)		
<i>Ministère de l'Intérieur (Matériel)</i>			<i>Ministère de la Justice (Matériel)</i>		
1. Hôtels	690.000	690.000	1. Hôtel	690.000	690.000
2. Secrétariats	975.000	975.000	2. Secrétariat	1.000.000	1.000.000
3. Protection civile	1.000.000	1.000.000	3. Frais de transports divers	400.000	400.000
4. Frais de transports divers	600.000	600.000	4. Frais de transports aériens	160.000	160.000
5. Frais de transports aériens	450.000	450.000	5. Equipement bureaux	—	—
Total	3.715.000	3.715.000	Total	2.250.000	2.250.000
CHAP. 3-11.			CHAP. 4-3. — Administration judiciaire et pénitentiaire (Personnel)		
<i>Administration Préfectorale (Personnel)</i>			<i>Administration judiciaire et pénitentiaire (Personnel)</i>		
1. Secrétariat général	8.625.000	8.625.000	1. Direction	6.400.000	6.400.000
2. Administration Préfectorale	142.990.000	142.990.000	2. Administration pénitentiaire	2.260.000	2.260.000
3. Chefferies	38.965.000	38.965.000	3. Frais de déplacement	40.000	40.000
4. Frais de déplacement	600.000	600.000	Total	8.700.000	8.700.000
Total	191.180.000	191.180.000	CHAP. 4-4. — Administration judiciaire et pénitentiaire (Matériel)		
CHAP. 3-12.			<i>Administration judiciaire et pénitentiaire (Matériel)</i>		
<i>Administration Préfectorale (Matériel)</i>			<i>Administration judiciaire et pénitentiaire (Matériel)</i>		
1. Direction de l'Administration Pré- fectorale	900.000	900.000	1. Direction	710.000	710.000
2. Renseignements généraux	4.050.000	4.050.000	2. Etablissement pénitentiaire	12.000.000	12.000.000
3. Administration préfectorale	16.410.000	16.410.000	3. Traduction de codes	1.000.000	1.000.000
4. Frais de réception de Préfets	3.800.000	3.800.000	4. Equipement chrâa	500.000	500.000
5. Equipement de départements et arrondissements	10.500.000	10.500.000	5. Frais de transports divers	700.000	700.000
6. Frais de transports divers	9.000.000	9.000.000	6. Frais de transports aériens	300.000	300.000
7. Frais de transports aériens	1.500.000	1.500.000	Total	15.210.000	15.210.000
Total	46.160.000	46.160.000	CHAP. 3-14. — Direction de la Fonction Publique (Personnel)		
CHAP. 3-14. — Direction de la Fonction Publique (Personnel)			<i>de la Fonction Publique (Personnel)</i>		
1. Soldes et indemnités	11.260.000	11.260.000	1. Soldes et indemnités	11.260.000	11.260.000
2. Frais de déplacement	100.000	100.000	2. Frais de déplacement	100.000	100.000
Total	11.360.000	11.360.000	Total	11.360.000	11.360.000

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés	Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
CHAP. 4-5.			CHAP. 5-3.		
<i>Tribunaux de Cadis (Personnel)</i>			<i>Sûreté Nationale (Personnel)</i>		
1. Soldes et indemnités	56.540.000	56.540.000	1. Directions	21.665.000	21.665.000
2. Frais de déplacement	300.000	300.000	2. Commissariat et rens. gén.	120.935.000	120.935.000
Total	56.840.000	56.840.000	3. Centre d'écoute	980.000	980.000
CHAP. 4-6.			CHAP. 5-4.		
<i>Tribunaux de Cadis (Matériel)</i>			<i>Sûreté Nationale (Matériel)</i>		
1. Frais de fonctionnement	900.000	900.000	1. Direction	900.000	900.000
2. Habillement Cadis	—	—	2. Commissariat et Rens. gén.	14.965.000	14.965.000
3. Equipement	1.000.000	1.000.000	3. Ecole de police	1.000.000	1.000.000
Total	1.900.000	1.900.000	4. Equipement nouveaux commissariats	500.000	500.000
CHAP. 4-7.			CHAP. 5-5.		
<i>Tribunaux de 1^{re} Instance (Personnel)</i>			<i>Ministère de la Défense (Personnel)</i>		
1. Juridiction de Droit musulman ..	14.470.000	14.470.000	1. Hôtels	935.000	935.000
2. Juridiction de Droit moderne	18.845.000	18.845.000	2. Secrétariat	7.370.000	7.370.000
3. Frais de déplacement	450.000	450.000	3. Inspection de l'armée	1.785.000	1.785.000
Total	33.765.000	33.765.000	4. Chancellerie	670.000	670.000
CHAP. 4-8.			CHAP. 5-6.		
<i>Tribunaux de 1^{re} Instance (Matériel)</i>			<i>Ministère de la Défense (Matériel)</i>		
1. Juridiction de Droit moderne	1.900.000	1.900.000	1. Hôtels (Ministre, Secrétaire général, Inspecteur Armée)	840.000	840.000
2. Juridiction de Droit musulman ..	1.020.000	1.020.000	2. Secrétariat	1.220.000	1.220.000
3. Dépenses d'équipement	1.350.000	1.350.000	3. Inspection de l'armée	720.000	720.000
4. Frais de transports divers	1.000.000	1.000.000	4. Frais de transports divers	1.000.000	1.000.000
5. Frais de transports aériens	700.000	700.000	5. Frais de transports aériens	600.000	600.000
6. Avantage en nature	880.000	880.000	6. Chancellerie	—	—
Total	6.850.000	6.850.000	Total	4.380.000	4.380.000
CHAP. 4-9.			CHAP. 5-7.		
<i>Juridiction de Nouakchott (Personnel)</i>			<i>Armée Nationale (Personnel)</i>		
1. Cour suprême	12.995.000	12.995.000	1. Personnel militaire	354.395.000	354.395.000
2. Cour de Sûreté de l'Etat	—	—	2. Alimentation	78.000.000	78.000.000
3. Tribunal de 1 ^{re} instance	16.880.000	16.880.000	3. Stagiaires	8.000.000	8.000.000
4. Frais de déplacement	100.000	100.000	4. Personnel civil	8.450.000	8.450.000
Total	29.975.000	29.975.000	5. Frais de déplacement	3.000.000	3.000.000
CHAP. 4-10.			CHAP. 5-8.		
<i>Juridiction de Nouakchott (Matériel)</i>			<i>Armée Nationale (Matériel)</i>		
1. Cour suprême	1.380.000	1.380.000	1. Unités terrestres	133.690.000	133.690.000
2. Cour Sûreté de l'Etat	300.000	300.000	2. Aviation	41.100.000	41.100.000
3. Tribunal de 1 ^{re} instance	810.000	810.000	3. Marine	31.000.000	31.000.000
4. Tribunal de travail	400.000	400.000	4. Frais de transports divers	7.000.000	7.000.000
5. Frais de justice	3.000.000	3.000.000	5. Frais de transports aériens	6.000.000	6.000.000
6. Avantage en nature	800.000	800.000	Total	218.790.000	218.790.000
7. Frais de transports	400.000	400.000	CHAP. 5-9. — Gendarmerie (Personnel)		
8. Equipement	320.000	320.000	1. Personnel militaire	203.370.000	203.370.000
Total	7.410.000	7.410.000	2. Frais de déplacement	2.200.000	2.200.000
CHAP. 5-1.			CHAP. 5-10. — Gendarmerie (Matériel)		
<i>Garde Nationale (Personnel)</i>			<i>Garde Nationale (Matériel)</i>		
1. Soldes et indemnités	317.515.000	317.515.000	1. Inspection centrale	1.500.000	1.500.000
2. Frais de déplacement	5.000.000	5.000.000	2. Inspection régionale	3.600.000	3.600.000
Total	322.515.000	322.515.000	3. Garde Nationale	17.210.000	17.210.000
CHAP. 5-2.			CHAP. 5-9. — Gendarmerie (Personnel)		
<i>Garde Nationale (Matériel)</i>			<i>Garde Nationale (Matériel)</i>		
1. Inspection centrale	1.500.000	1.500.000	1. Personnel militaire	203.370.000	203.370.000
2. Inspection régionale	3.600.000	3.600.000	2. Frais de déplacement	2.200.000	2.200.000
3. Garde Nationale	17.210.000	17.210.000	3. Personnel civil	5.000.000	5.000.000
4. Centre d'instruction	1.800.000	1.800.000	Total	210.570.000	210.570.000
5. Frais de transports	10.695.000	10.695.000	CHAP. 5-10. — Gendarmerie (Matériel)		
Total	34.805.000	34.805.000	1. Frais de fonctionnement	43.560.000	43.560.000
			2. Brigade maritime	1.000.000	1.000.000
			3. Frais de transports divers	2.500.000	2.500.000

Articles et nomenclature	proposés Crédits	votés Crédits
4. Frais de transports aériens	3.000.000	3.000.000
5. Création deux brigades (équipement de fonctionnement)	8.000.000	8.000.000
Total	58.060.000	58.060.000
CHAP. 6-1.		
<i>Ministère des Finances (Personnel)</i>		
1. Hôtel	725.000	725.000
2. Secrétariats	10.005.000	10.005.000
3. Frais de déplacement	200.000	200.000
4. Réforme fiscale et réforme structure	2.000.000	2.000.000
Total	12.930.000	12.930.000
CHAP. 6-2.		
<i>Ministère des Finances (Matériel)</i>		
1. Hôtel du Ministre	690.000	690.000
2. Secrétariats	1.500.000	1.500.000
3. Frais de transports divers	900.000	900.000
4. Frais de transport aériens	250.000	250.000
5. Réforme fiscale et réforme de structures	9.000.000	9.000.000
Total	12.340.000	12.340.000
CHAP. 6-3.		
<i>Direction des Finances (Personnel)</i>		
1. Direction des finances	32.995.000	32.995.000
2. Sous ordonnancement	5.015.000	5.015.000
3. Frais de déplacement	255.000	255.000
Total	38.265.000	38.265.000
CHAP. 6-4.		
<i>Direction des Finances (Matériel)</i>		
1. Direction des finances	1.620.000	1.620.000
2. Sous ordonnancement	1.660.000	1.660.000
3. Confection des budgets et comptes	2.500.000	2.500.000
4. Frais de transports divers	800.000	800.000
5. Frais de transports aériens	200.000	200.000
6. Equipement de sous-ordonnancement	—	—
Total	6.780.000	6.780.000
CHAP. 6-5.		
<i>Contributions diverses (Personnel)</i>		
1. Soldes et indemnités	21.770.000	21.770.000
2. Frais de déplacement	1.500.000	1.500.000
Total	23.270.000	23.270.000
CHAP. 6-6.		
<i>Contributions diverses (Matériel)</i>		
1. Frais fonctionnement	6.500.000	6.500.000
2. Frais de transports divers	4.300.000	4.300.000
3. Frais de transports aériens	700.000	700.000
Total	11.500.000	11.500.000
CHAP. 6-7. — <i>Douanes (Personnel)</i>		
1. Direction	6.620.000	6.620.000
2. Bureaux régionaux	75.185.000	75.185.000
3. Frais de déplacement	300.000	300.000
Total	82.105.000	82.105.000
CHAP. 6-8. — <i>Douanes (Matériel)</i>		
1. Frais de fonctionnement	12.000.000	12.000.000
2. Frais de transports divers	11.300.000	11.300.000
3. Frais de transports aériens	740.000	740.000
4. Equipement	16.720.000	16.720.000
Total	40.760.000	40.760.000

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
CHAP. 6-9. — <i>Trésor (Personnel)</i>		
1. Trésorerie Générale et paieries	47.250.000	47.250.000
2. Perceptions	27.070.000	27.070.000
3. Frais de déplacement	135.000	135.000
Total	74.455.000	74.455.000
CHAP. 6-10. — <i>Trésor (Matériel)</i>		
1. Trésoreries Générales et paieries	5.860.000	5.860.000
2. Perceptions	3.920.000	3.920.000
3. Transports de fonds	2.000.000	2.000.000
4. Frais de transports divers	830.000	830.000
5. Frais de transports aériens	200.000	200.000
6. Equipement des perceptions	1.000.000	1.000.000
Total	13.810.000	13.810.000
CHAP. 6-11. — <i>Enregistrement Domaines - Timbres (Personnel)</i>		
1. Soldes et indemnités	8.740.000	8.740.000
2. Remises aux débiteurs de timbres	3.000.000	3.000.000
3. Frais de déplacement	350.000	350.000
Total	12.090.000	12.090.000
CHAP. 6-12. — <i>Enregistrement Domaines et Timbres (Matériel)</i>		
1. Frais de fonctionnement	1.250.000	1.250.000
2. Frais de transports divers	800.000	800.000
3. Frais de transports aériens	400.000	400.000
Total	2.450.000	2.450.000
CHAP. 8-1. — <i>Ministère du Plan et du Développement Rural (Personnel)</i>		
1. Hôtel	835.000	835.000
2. Secrétariats	9.465.000	9.465.000
3. Frais de déplacement	170.000	170.000
Total	10.470.000	10.470.000
CHAP. 8-2. — <i>Ministère du Plan et du Développement Rural (Matériel)</i>		
1. Hôtels	690.000	690.000
2. Secrétariats	1.300.000	1.300.000
3. Bourses et vacances	360.000	360.000
4. Frais de transports divers	1.000.000	1.000.000
5. Frais de transports aériens	415.000	415.000
Total	3.765.000	3.765.000
CHAP. 8-3.		
<i>Agriculture (frais personnel)</i>		
1. Direction de service	2.880.000	2.880.000
2. Secteurs agricoles et C.E.R.	39.075.000	39.075.000
3. Station maraîchère et M'Pourié	3.240.000	3.240.000
4. Frais de déplacement	1.260.000	1.260.000
Total	46.455.000	46.455.000
CHAP. 8-4. — <i>Agriculture (matériel)</i>		
1. Direction de service	1.530.000	1.530.000
2. Secteurs agricoles	5.060.000	5.060.000
3. Défenses des végétaux	4.500.000	4.500.000
4. Station maraîchère	720.000	720.000
5. Frais de transports divers	5.550.000	5.550.000
6. Frais de transports aériens	550.000	550.000
7. Entretien matériel Corée et F.A.C.	2.000.000	2.000.000
Total	19.910.000	19.910.000
CHAP. 8-5. — <i>Eaux et Forêts (Personnel)</i>		
1. Direction de service	2.475.000	2.475.000
2. Inspections forestières	38.495.000	38.495.000
3. Contrôle de conditionnement	5.255.000	5.255.000
4. Frais de déplacement	1.500.000	1.500.000
Total	47.725.000	47.725.000

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés	Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
CHAP. 8-6. — Eaux et Forêts (Matériel)			4. Exécution du plan 2.500.000 2.500.000		
1. Direction et inspections forestières	5.095.000	5.095.000	5. Frais de transports divers	2.050.000	2.050.000
2. Station de recherches	845.000	845.000	6. Frais de Transports aériens	650.000	650.000
3. Frais de transports divers	4.200.000	4.200.000	Total	12.830.000	12.830.000
4. Frais de transports aériens	360.000	360.000	CHAP. 8-15. — Ministère de l'Industrialisation et des Mines (Personnel)		
Total	10.500.000	10.500.000	1. Hôtel	635.000	635.000
CHAP. 8-7. — Elevage (Personnel)			2. Secrétariat	7.630.000	7.630.000
1. Direction du service	8.985.000	8.985.000	3. Frais de déplacement	50.000	50.000
2. Circonscription d'élevage	70.585.000	70.585.000	Total	8.315.000	8.315.000
3. Frais de déplacement	2.000.000	2.000.000	CHAP. 8-16. — Ministère de l'Industrialisation et des Mines (Matériel)		
Total	81.570.000	81.570.000	1. Hôtel	690.000	690.000
CHAP. 8-8. — Elevage (Matériel)			2. Secrétariat	800.000	800.000
1. Direction du service	2.080.000	2.080.000	3. Frais de transports divers	800.000	800.000
2. Circonscription	10.000.000	10.000.000	4. Frais de transports aériens	345.000	345.000
3. Laboratoire	600.000	600.000	Total	2.635.000	2.635.000
4. Frais de transports divers	16.900.000	16.900.000	CHAP. 8-17. — Service de l'Industrialisation et des Mines (Personnel)		
5. Frais de transports aériens	720.000	720.000	1. Direction industrie	2.495.000	2.495.000
6. Abattage sanitaire	2.500.000	2.500.000	2. Direction mines et géologie	9.260.000	9.260.000
Total	32.800.000	32.800.000	3. Frais de déplacement	450.000	450.000
CHAP. 8-9. — Service d'animation rurale (frais de personnel)			Total	12.205.000	12.205.000
1. Direction du service	3.250.000	3.250.000	CHAP. 8-18. — Service de l'Industrialisation et des Mines (Matériel)		
2. Service de la coopération	6.730.000	6.730.000	1. Direction industrie	600.000	600.000
3. Chantier de promotion nationale	1.850.000	1.850.000	2. Direction mines et géologie	2.600.000	2.600.000
4. Frais de déplacement	1.000.000	1.000.000	3. Section Nouadhibou	1.000.000	1.000.000
Total	12.830.000	12.830.000	4. Frais de transports divers	2.000.000	2.000.000
CHAP. 8-10. — Service d'animation rurale (Matériel)			5. Frais de transports aériens	470.000	470.000
1. Direction de service	600.000	600.000	Total	6.670.000	6.670.000
2. Service de la coopération	2.850.000	2.850.000	CHAP. 8-19. — Ministère du commerce et des transports (frais personnel)		
3. Chantier de promotion nationale	500.000	500.000	1. Hôtel	795.000	795.000
4. Frais de transports divers	470.000	470.000	2. Secrétariats	8.615.000	8.615.000
5. Frais de transports aériens	400.000	400.000	3. Frais de déplacement	30.000	30.000
6. Centre d'animation rurale	300.000	300.000	Total	9.440.000	9.440.000
Total	5.120.000	5.120.000	CHAP. 8-20. — Ministère du commerce et des transports (matériel)		
CHAP. 8-11. — Génie rural (Personnel)			1. Hôtel	690.000	690.000
1. Solde et indemnités	12.670.000	12.670.000	2. Secrétariat	1.200.000	1.200.000
2. Projets P.N.U.D.-MAU. contre partie	4.570.000	4.570.000	3. Equipement	200.000	200.000
3. Frais de déplacement	1.050.000	1.050.000	4. Frais de transports divers	750.000	750.000
Total	18.290.000	18.290.000	5. Frais de transports aériens	360.000	360.000
CHAP. 8-12. — Génie rural (Matériel)			Total	3.200.000	3.200.000
1. Frais de fonctionnement	2.300.000	2.300.000	CHAP. 8-21. Service du commerce (personnel)		
2. Frais de transports divers	5.100.000	5.100.000	1. Direction commerce	2.695.000	2.695.000
3. Frais de transports aériens	700.000	700.000	2. Commerce extérieur	1.740.000	1.740.000
Total	8.100.000	8.100.000	3. Commerce intérieur	1.000.000	1.000.000
CHAP. 8-13. — Service du Plan et de la Statistique et des Etudes Economiques (Personnel)			4. Contrôle de prix	1.570.000	1.570.000
1. Direction du Plan	8.620.000	8.620.000	5. Assurances	1.565.000	1.565.000
2. Cellule d'études	1.750.000	1.750.000	6. Frais de déplacements	210.000	210.000
3. Direction statistiques et études économiques	6.720.000	6.720.000	Total	8.780.000	8.780.000
4. Frais de déplacement	1.250.000	1.250.000	CHAP. 8-22. Service du commerce (matériel)		
Total	18.340.000	18.340.000	1. Division service commerce et contrôle prix	1.000.000	1.000.000
CHAP. 8-14. — Service du Plan, de la Statistique et des Etudes économiques (Matériel)			2. Assurances	400.000	400.000
1. Direction du Plan	1.500.000	1.500.000			
2. Direction de la statistique	3.130.000	3.130.000			
3. Participation aux enquêtes	3.000.000	3.000.000			

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés	Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
3. Frais de transports divers	600.000	600.000			
4. Frais de transports aériens	310.000	310.000			
Total	2.310.000	2.310.000			
CHAP. 8-23. — Service du tourisme et de l'artisanat (personnel)			CHAP. 9-4.		
1. Secrétariat général	2.860.000	2.860.000	<i>Service des travaux publics (matériel)</i>		
2. Artisanat et tourisme	2.980.000	2.980.000	1. Direction des services techniques ..	600.000	600.000
3. Frais de déplacement	200.000	200.000	2. Services infrastructure	550.000	550.000
Total	6.040.000	6.040.000	3. Hydraulique et électricité	1.300.000	1.300.000
CHAP. 8-24. — Services du tourisme et de l'artisanat (matériel)			4. Service topographique	800.000	800.000
1. Secrétariat général	350.000	350.000	5. S.A. central	1.000.000	1.000.000
2. Service du tourisme et de l'artisanat	2.480.000	2.480.000	6. Habitat et urbanisme	1.590.000	1.590.000
3. Frais de transports	500.000	500.000	7. Subdivisions des T.P.	2.000.000	2.000.000
Total	3.330.000	3.330.000	8. Phares et balises	1.980.000	1.980.000
CHAP. 8-25. — Ministère de la pêche et de la marine marchande (personnel)			9. Brigades des puits	4.000.000	4.000.000
1. Hôtel	640.000	640.000	10. Transports divers	1.800.000	1.800.000
2. Secrétariat général	7.550.000	7.550.000	11. Transports aériens	1.100.000	1.100.000
3. Direction de pêche	9.235.000	9.235.000	Total	16.720.000	16.720.000
4. Direction de la marine marchande ..	7.130.000	7.130.000	CHAP. 9-5. — Ports - Warfs et autres exploitations (frais personnel)		
5. Frais de déplacements	500.000	500.000	1. Port de Nouadhibou	5.535.000	5.535.000
Total	25.055.000	25.055.000	2. Warf Nouakchott	—	—
CHAP. 8-26. — Service de la pêche et de la marine marchande (matériel)			3. Bac Rosso	—	—
1. Hôtel	690.000	690.000	4. Eaux Rosso	—	—
2. Secrétariat général	700.000	700.000	Total	5.535.000	5.535.000
3. Marine marchande	3.290.000	3.290.000	CHAP. 9-6. — Ports - Warfs et autres exploitations (matériel)		
4. Direction des pêches	1.265.000	1.265.000	1. Port de Nouadhibou	21.480.000	21.480.000
5. Frais de transports divers	1.650.000	1.650.000	2. Wharf Nouakchott	—	—
6. Frais de transports aériens	500.000	500.000	3. Bac Rosso	—	—
7. Equipement de bureaux	800.000	800.000	4. Eaux Rosso	—	—
Total	8.895.000	8.895.000	Total	21.480.000	21.480.000
CHAP. 9-1. Ministère de l'équipement (personnel)			CHAP. 9-7. Services des transports (personnel)		
1. Hôtel	830.000	830.000	1. Direction des transports	2.960.000	2.960.000
2. Secrétariat	8.710.000	8.710.000	2. Aviation civile	3.170.000	3.170.000
3. Frais de déplacement	100.000	100.000	3. Transports routiers	2.690.000	2.690.000
Total	9.640.000	9.640.000	4. Frais de déplacement	200.000	200.000
CHAP. 9-2. Ministère de l'équipement (matériel)			Total	9.020.000	9.020.000
1. Hôtel	690.000	690.000	CHAP. 9-8. Service des transports (matériel)		
2. Secrétariat	700.000	700.000	1. Direction des transports	1.590.000	1.590.000
3. Frais de transports divers	500.000	500.000	2. Aviation civile	250.000	250.000
4. Frais de transports aériens	300.000	300.000	3. Transports routiers	560.000	560.000
Total	2.190.000	2.190.000	4. Frais de transports divers	500.000	500.000
CHAP. 9-3. Service des travaux publics (personnel)			5. Frais de transports aériens	270.000	270.000
1. Direction des services techniques ..	8.680.000	8.680.000	Total	3.170.000	3.170.000
2. Service de l'infrastructure	36.050.000	36.050.000	CHAP. 10-1. Ministère de l'Education (personnel)		
3. Service de l'équipement hydraulique et électricité	10.130.000	10.130.000	1. Hôtel	760.000	760.000
4. Service topographique et cartographie ..	8.770.000	8.770.000	2. Secrétariats	10.230.000	10.230.000
5. Service administratif central	6.280.000	6.280.000	3. Frais de déplacement	50.000	50.000
6. Service bâtiment, habitat et urbanisme ..	8.005.000	8.005.000	Total	11.040.000	11.040.000
7. Service des plans et balises	1.650.000	1.650.000	CHAP. 10-2. — Ministère de l'Education nationale (personnel)		
8. Frais de déplacements	1.800.000	1.800.000	1. Hôtel	690.000	690.000
Total	81.365.000	81.365.000	2. Secrétariat	2.000.000	2.000.000
			3. Frais de transports	500.000	500.000
			Total	3.190.000	3.190.000
			CHAP. 10-3. — Service de l'Education nationale (frais personnel)		
			1. Service de personnel et comptabilité ..	7.820.000	7.820.000
			2. Bourses et examens	1.110.000	1.110.000
			3. Education des adultes	7.990.000	7.990.000
			4. Ecole Normale	20.165.000	20.165.000

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés	Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
5. Centre pédagogique	6.985.000	6.985.000	5. Frais d'hospitalisation des élèves ..	500.000	500.000
6. I.H.E.I.B.	22.995.000	22.995.000	6. Frais d'enseignement supérieur et de formation professionnelle à l'étranger	127.650.000	89.680.000
7. Enseignement secondaire	154.015.000	154.015.000	7. Frais de transports	5.700.000	5.700.000
8. Enseignement primaire	951.750.000	951.750.000	8. Ecole Normale supérieure	P.M.	P.M.
9. Frais de déplacement	2.000.000	2.000.000	9. Centre d'enseignement commercial ..	3.210.000	3.210.000
Total	1.174.830.000	1.174.830.000	10. Allocation de stage à l'étranger ..	—	37.970.000
CHAP. 10-4. — Service de l'Education nationale (matériel)			Total	209.515.000	209.515.000
1. Direction enseignement secondaire ..	1.200.000	1.200.000	CHAP. 10-9. — Secrétariat général des affaires culturelles de la jeunesse et des sports (personnel)		
2. Direction enseignement primaire ..	1.500.000	1.500.000	1. Secrétariat général	2.410.000	2.410.000
3. Service personnel et comptabilité ..	600.000	600.000	2. Service des affaires culturelles	4.285.000	4.285.000
4. Service des bourses et examens ..	600.000	600.000	3. Frais de déplacement	50.000	50.000
5. Education des adultes	2.500.000	2.500.000	Total	6.745.000	6.745.000
6. Centre pédagogique	2.500.000	2.500.000	CHAP. 10-10. — Secrétariat général des affaires culturelles de la jeunesse et des sports (matériel)		
7. Fonction - Ecoles primaires	1.000.000	1.000.000	1. Secrétariat général	700.000	700.000
8. Inspection primaire	4.000.000	4.000.000	2. Service des affaires culturelles ..	1.445.000	1.445.000
9. Fournitures scolaires	16.000.000	16.000.000	3. Frais de transports divers	850.000	850.000
10. Secours et participations	3.000.000	3.000.000	4. Frais de transports aériens	650.000	650.000
11. Etablissements secondaires	197.750.000	197.750.000	5. Recherches et publications	1.100.000	1.100.000
12. Frais hospitalisation élèves 2 ^e degré ..	6.000.000	6.000.000	Total	4.745.000	4.745.000
13. Atelier scolaire	10.000.000	10.000.000	CHAP. 10-11. — Service de la jeunesse et des sports (personnel)		
14. Hygiène scolaire	600.000	600.000	1. Secrétariat général	—	—
15. Frais de transports	37.500.000	37.500.000	2. Division de la jeunesse	7.660.000	7.660.000
16. Examens scolaires	1.500.000	1.500.000	3. Affaires administratives et financiè- res	1.160.000	1.160.000
17. Impression manuels scolaires	12.000.000	12.000.000	4. Service éducation populaire	3.065.000	3.065.000
18. P.A.M. et nutrition scolaire	5.000.000	5.000.000	5. Orchestre national	8.100.000	8.100.000
Total	303.250.000	303.250.000	6. Service des sports	11.015.000	11.015.000
CHAP. 10-5. Ministère de l'enseignement technique de la formation des cadres et Fonction publique (personnel)			7. Service d'études et document	1.120.000	1.120.000
1. Hôtel	715.000	715.000	8. Frais de déplacement	300.000	300.000
2. Secrétariat	7.430.000	7.430.000	Total	32.420.000	32.420.000
3. Direction de l'enseignement tech- nique	3.860.000	3.860.000	CHAP. 10-12. — Service de la jeunesse et des sports (matériel)		
4. Frais de déplacements	300.000	300.000	1. Secrétariat général	—	—
Total	12.305.000	12.305.000	2. Direction des services	650.000	650.000
CHAP. 10-6. Ministère de l'enseignement technique, de la formation des cadres et de la Fonction publique (matériel)			3. Mouvement de jeunes	4.620.000	4.620.000
1. Hôtel	690.000	690.000	4. Orchestre	2.400.000	2.400.000
2. Secrétariat	950.000	950.000	5. Stade national	1.000.000	1.000.000
3. Frais de transports divers	270.000	270.000	6. Equipement sportif scolaire	3.400.000	3.400.000
4. Frais de transports aériens	180.000	180.000	7. Subventions	3.720.000	3.720.000
5. Direction de l'enseignement tech- nique	450.000	450.000	8. Frais de transports divers	880.000	880.000
Total	2.540.000	2.540.000	9. Frais de transports aériens	250.000	250.000
CHAP. 10-7. — Etablissements d'enseignement technique et de la formation des cadres (personnel)			Total	16.920.000	16.920.000
1. E.N.A.	41.075.000	41.075.000	CHAP. 10-13. — Service de l'information (personnel)		
2. Collège et lycée technique	7.865.000	7.865.000	1. Secrétariat général	2.735.000	2.735.000
3. Centre Mamadou Touré	7.070.000	7.070.000	2. Service de l'information	9.535.000	9.535.000
4. Centre de vulgarisation agricole de Kaédi	15.555.000	15.555.000	3. Journal « Le Peuple »	8.750.000	8.750.000
5. Ecole normale supérieure	P.M.	P.M.	4. Service de la radiodiffusion	30.495.000	30.495.000
6. Centre d'enseignement commercial ..	3.510.000	3.510.000	5. Frais de déplacements	800.000	800.000
7. Frais de déplacement	300.000	300.000	Total	52.315.000	52.315.000
Total	75.375.000	75.375.000	CHAP. 10-14. Service de l'information (matériel)		
CHAP. 10-8. — Etablissement d'enseignement technique et de la formation des cadres (matériel)			1. Secrétariat général	350.000	350.000
1. E.N.A.	4.245.000	4.245.000	2. Service de l'information	22.330.000	22.330.000
2. Collège et Lycée technique	33.350.000	33.350.000	3. Journal « Le Peuple »	8.050.000	8.050.000
3. Centre Mamadou Touré	24.300.000	24.300.000	4. Service de la radiodiffusion	45.700.000	45.700.000
4. Centre de vulgarisation agricole Kaédi	10.560.000	10.560.000	5. Frais de transports	200.000	200.000
Total	76.630.000	76.630.000	Total	76.630.000	76.630.000

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés	Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
CHAP. 10.15.					
<i>Ministère de la santé (personnel)</i>					
1. Hôtel	775.000	775.000	3. Service de l'emploi	700.000	700.000
2. Secrétariats	10.705.000	10.705.000	4. Organisation syndicale	90.000	90.000
3. Frais de déplacement	50.000	50.000	5. Frais de transports divers	1.400.000	1.400.000
Total	11.530.000	11.530.000	6. Frais de transports aériens	630.000	630.000
CHAP. 10.16.			Total	4.420.000	4.420.000
<i>Ministère de la santé (matériel)</i>			CHAP. 13.1. — Dépenses communes de personnel		
1. Hôtels	690.000	690.000	1. Frais de mutation et congés	15.000.000	15.000.000
2. Secrétariat	990.000	990.000	2. Frais d'hospitalisation	25.000.000	25.000.000
3. Frais de transports divers	250.000	250.000	3. Indemnités d'installation	1.000.000	1.000.000
4. Frais de transports aériens	130.000	130.000	4. Mission assistance technique	1.000.000	1.000.000
Total	2.060.000	2.060.000	5. Frais de mission à l'étranger et transports de délégations en visite officielle	85.000.000	85.000.000
CHAP. 10.17. — Services sanitaires et médicaux (personnel)			6. Dépenses des exercices antérieurs	2.000.000	2.000.000
1. Direction de la santé et formation sanitaires	188.820.000	188.820.000	7. Provisions pour statut particuliers	60.000.000	60.000.000
2. Hôpital de Nouakchott	49.990.000	49.990.000	Total	189.000.000	189.000.000
3. Frais de déplacement	4.700.000	4.700.000	CHAP. 13.2. — Dépenses communes de matériel		
Total	243.510.000	243.510.000	1. Frais d'impression	10.000.000	10.000.000
CHAP. 10.18. — Services Sanitaires et médicaux (matériel)			2. Loyers d'immeubles	261.000.000	261.000.000
1. Direction de la santé	500.000	500.000	3. Centrale mécanographique	5.000.000	5.000.000
2. Pharmacie d'approvisionnement	47.700.000	47.700.000	4. Achat de moyens de transports	30.000.000	30.000.000
3. Hôpital national de Nouakchott	75.500.000	75.500.000	5. Ameublement	26.000.000	26.000.000
4. Hôpitaux secondaires	10.000.000	10.000.000	6. Chancellerie	1.000.000	1.000.000
5. Dispensaires	12.000.000	12.000.000	7. Centrale de commun	14.000.000	14.000.000
6. S. T. H. M. P.	4.000.000	4.000.000	8. Achat de postes R.A.C.	5.000.000	5.000.000
7. Ecoles sages-femmes et inf.	4.000.000	4.000.000	9. Parc automobile	—	—
8. Recyclages	800.000	800.000	10. Avion présidentiel	5.000.000	5.000.000
9. Equipes médicales chinoises	12.000.000	12.000.000	11. Exercices antérieurs	2.000.000	2.000.000
10. Frais d'évacuations sanitaires	2.000.000	2.000.000	Total	359.000.000	359.000.000
11. Frais de transports divers	11.610.000	11.610.000	CHAP. 13.3. — Dépenses diverses		
12. Frais de transports aériens	2.400.000	2.400.000	1. Cérémonies publics et réceptions	52.385.000	52.385.000
13. O.M.S. (projet M.A.U. 12)	3.500.000	3.500.000	2. Organisation pèlerinage	2.000.000	2.000.000
14. O.M.S. (projet M.A.U. 10)	8.000.000	8.000.000	3. Excédents de versements et frais de perception des impôts et taxes	10.000.000	10.000.000
15. Ex. cbs pharmacie	6.945.000	6.945.000	4. Honoraires divers et réparations civiles	4.000.000	4.000.000
Total	200.955.000	200.955.000	5. Foires et expositions	6.000.000	6.000.000
CHAP. 10.19. — Secrétariat Général aux Affaires médico-sociales (personnel)			6. Dépenses de maintien d'ordre	3.000.000	3.000.000
1. Secrétariat général et centres PMI	37.260.000	37.260.000	7. Villa d'hôtes	1.500.000	1.500.000
2. Frais de déplacement	535.000	535.000	8. Indemnités d'édition	1.000.000	1.000.000
Total	37.795.000	37.795.000	9. Exercices antérieurs	5.000.000	5.000.000
CHAP. 10.20. — Secrétariat général aux affaires médico-sociales (matériel)			Total	84.885.000	84.885.000
1. Secrétariat général	700.000	700.000	CHAP. 13.4. — Fonds spéciaux		
2. Centre pilote P.M.I.	3.500.000	3.500.000	1. Fonds spéciaux	12.000.000	12.000.000
3. Centre secondaires P.M.I.	7.000.000	7.000.000	CHAP. 13.5. — Dépenses imprévues		
4. Frais de transports divers	1.500.000	1.500.000	1. Dépenses imprévues	20.000.000	20.000.000
5. Frais de transports aériens	500.000	500.000	2. Calamités publiques	7.000.000	7.000.000
6. Service social	400.000	400.000	3. Prévisions pour omissions	24.600.000	24.380.000
7. Equipement	—	—	Total	51.600.000	51.380.000
8. Service P.M.I.	400.000	400.000	CHAP. 13.6. Créances diverses sur l'Etat		
Total	14.000.000	14.000.000	1. Créances des particuliers	50.000.000	50.000.000
CHAP. 10.21. Service du travail (personnel)			2. Créances des établissements publics	—	—
1. Service du travail	12.970.000	12.970.000	3. Autres créances	—	—
2. Frais de déplacement	300.000	300.000	Total	50.000.000	50.000.000
Total	13.270.000	13.270.000	CHAP. 14.1. — Immeubles		
CHAP. 10.22. Service du travail (matériel)			1. Entretien des immeubles	60.000.000	60.000.000
1. Direction du travail	1.600.000	1.600.000	2. Buidings administratifs	9.500.000	9.500.000
2. Equipement Akjoujt	—	—	Total	69.500.000	69.500.000

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
CHAP. 14-2. — Entretien des voies de communication		
1. Routes et digues	—	—
2. Aérodomes	10.000.000	10.000.000
3. Bacs	—	—
Total	10.000.000	10.000.000
CHAP. 14-3. — Travaux divers		
1. Ouvrages d'hydraulique agricole ..	1.500.000	1.500.000
2. Ouvrages d'adduction d'eau et d'électrification (contribution de l'Etat)	5.000.000	5.000.000
3. Chantiers développement	—	—
Total	6.500.000	6.500.000
CHAP. 15-1. — Contributions aux dépenses de fonctionnement de collectivités et organismes publics.		
1. Air Mauritanie	—	—
2. A.S.E.C.N.A.	85.500.000	85.500.000
3. I.F.A.C.	25.000.000	25.000.000
Total	110.500.000	110.500.000
CHAP. 15-2. — Contributions aux régies et exploitations concédés		
1. Exploitations concédés	15.200.000	15.200.000
2. Autres interventions	—	—
Total	15.200.000	15.200.000
CHAP. 15-3		
CHAP. 15-4. — Contributions et participations à des organismes internationaux		
1. Assistance technique bilatérale ..	110.000.000	110.000.000
2. Organismes inter. africains	123.640.000	123.640.000
3. Organismes internationaux	95.985.000	95.985.000
Total	329.625.000	329.625.000
CHAP. 16. — Reversement		
1. Fonds routiers	237.000.000	237.000.000
2. Régions	130.000.000	130.000.000
3. Chambre de commerce	29.000.000	29.000.000
4. Dépenses des exercices antérieurs ..	39.000.000	39.000.000
Total	435.000.000	435.000.000
CHAP. 17.1.		
Subventions à des organismes publics		
1. Parti du Peuple	47.000.000	47.000.000
2. Collectivités territoriales	—	—
3. Organismes publics	123.905.000	123.905.000
Total	170.905.000	170.905.000
CHAP. 17-2. — Subventions à des organismes, œuvres privées et particulières		
1. Organismes professionnels	1.750.000	1.750.000
2. Organismes culturels et mouve- ments des jeunes	2.000.000	2.000.000
3. Diverses interventions	12.000.000	12.000.000
Total	15.750.000	15.750.000
CHAP. 17-3. — Secours		
1. Secours aux collectivités	—	—
2. Secours aux agents de l'Etat	1.000.000	1.000.000
3. Secours divers	9.200.000	9.200.000
Total	10.200.000	10.200.000
CHAP. 18-1. — Prêts et avances		
.....	—	—

Articles et nomenclature	Crédits proposés	Crédits votés
CHAP. 19-1.		
1. Versement au budget d'équipement	259.155.000	259.155.000
TOTAL DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT	8.555.000.000	8.555.000.000

II. — DECRETS, DECISIONS, ARRETES, CIRCULAIRES.

Présidence de la République :

ACTES REGLEMENTAIRES :

DECRET n° 71.009 du 9 janvier 1971 instituant des demi-journées fériées.

ARTICLE PREMIER. — Pour permettre la participation des travailleurs aux manifestations prévues à l'occasion de la visite officielle en Mauritanie du président de la République du Sénégal, seront fériées et chômées :

- la matinée du lundi 11 janvier 1971 à Nouakchott;
- l'après-midi du vendredi 15 janvier 1971 à Nouadhibou.

ART. 2. — Les heures de travail chômées, fixées à l'article premier, seront exceptionnellement payées.

DECRET n° 71.010 du 11 janvier 1971 complétant le décret n° 71.009 du 9 janvier 1971 instituant des demi-journées fériées.

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du décret n° 71.009 du 9 janvier 1971 instituant des demi-journées fériées, chômées et payées pour permettre aux travailleurs de participer aux manifestations prévues à l'occasion de la visite officielle en Mauritanie du président de la République du Sénégal est complété ainsi qu'il suit :

- la matinée du mardi 12 janvier 1971, à Akjoujt.

ACTES DIVERS :

DECRET n° 71.011 bis du 11 janvier 1971, portant clôture de la première session ordinaire de l'Assemblée nationale.

ARTICLE PREMIER. — La première session ordinaire de l'Assemblée nationale ouverte le samedi 14 novembre 1970, sera close le jeudi 14 janvier 1971.

DECRET n° 71.013 du 11 janvier 1971, déléguant M. Sidi Mohamed Diagana, ministre de l'Industrialisation et des Mines, pour assurer l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du Président de la République.

ARTICLE PREMIER. — M. Sidi Mohamed Diagana, ministre de l'Industrialisation et des Mines, est délégué pour assurer l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du Président de la République.

ART. 2. — Le présent décret prend effet pour compter du 12 janvier 1971.